

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
  
- COMITÉ POUR LES DROITS INALIÉNABLES DU PEUPLE PALESTINIEN

383E SÉANCE – MATIN

## **Le Comité des droits des Palestiniens fait le bilan de ses activités au lendemain du cinquantième de l'occupation israélienne**

### ***Il compte organiser le 2 novembre une conférence sur le centenaire de la Déclaration de Balfour***

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien s'est réuni, ce matin, pour faire un bilan de ses activités au cours des trois derniers mois qui ont été notamment marquées, en juin, par le cinquantième anniversaire de l'occupation israélienne du territoire palestinien.

Le Président du Comité, M. Fodé Seck (Sénégal), a également annoncé la tenue, le 2 novembre, au Siège de l'ONU, d'une conférence pour marquer le centenaire de la Déclaration de Balfour « et ses retombées pour le peuple palestinien ». Parmi les participants à cette initiative du Comité figurera Rashid Khalidi, titulaire de la Chaire Edward Saïd et professeur d'études arabes à l'Université de Columbia.

« Cette manifestation devrait contribuer à mieux faire connaître le sort tragique du peuple palestinien et souligner la nécessité de mettre immédiatement fin à l'occupation qui dure depuis 50 ans », a ajouté le Président du Comité.

M. Seck est également revenu sur le forum de deux jours organisé par le Comité, en juin, à New York, pour marquer le cinquantième de l'Occupation. Il a indiqué que le [29 juin](#) avait été consacré au thème de la fin de l'Occupation et de la marche vers l'indépendance, la justice et la paix pour la Palestine, tandis que le [30 juin](#) avait vu la tenue d'un forum de la société civile sur le financement de l'occupation et la création d'un espace propice aux droits de l'homme, au développement et à une paix juste.

La période à l'examen a été également marquée par la tenue de la quatrième Conférence internationale sur la question de Jérusalem, organisée conjointement avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Bakou, en Azerbaïdjan, sur le thème de l'« appui politique et économique de la communauté internationale ».

Au cours des séances plénières, des experts, en provenance notamment de Palestine et d'Israël, ont prévenu que les tensions entre Israéliens et Palestiniens étaient parvenues au « point de rupture », a rappelé le Rapporteur du Comité, M. Carmelo Inguanez (Malte). Un constat repris à son compte par l'Observateur permanent de l'État de Palestine, M. Riyad Mansour, qui s'est alarmé de « l'agression des autorités israéliennes contre la mosquée Al-Aqsa ».

Le délégué palestinien s'est cependant félicité que la Puissance occupante ait dû lever « pratiquement tous les obstacles » après 12 jours, faisant allusion aux portiques de détection de métaux qui avaient été installés, le 14 juillet dernier, à l'entrée de l'esplanade des Mosquées par les autorités israéliennes. Préoccupé de la détérioration de la situation dans la vieille ville de Jérusalem, le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, avait d'ailleurs [demandé](#) que soit « pleinement » respecté « le statu quo d'avant le 14 juillet sur les sites sacrés ».

« Nous avons résisté à toutes les actions violentes perpétrées à l'encontre de notre peuple » qui exigeait le retrait de ce dispositif, s'est félicité aujourd'hui l'Observateur permanent, en soulignant que la « victoire » avait été obtenue « par des moyens pacifiques », et avec le soutien de dirigeants de la région, dont le Roi de Jordanie. Aujourd'hui, a estimé M. Mansour, « nous faisons encore face à des tentatives de créer une nouvelle réalité de la part de la Puissance occupante et de colons israéliens ».

Dans ce contexte, il a noté avec intérêt le déplacement annoncé du Secrétaire général en Palestine et en Israël du 28 au 30 août, en espérant que le Chef de l'Organisation pourrait évaluer par lui-même, lors de sa visite à Gaza, l'ampleur de « la brutalité exercée par Israël contre notre population ».

Au cours de cette réunion, le Président a par ailleurs informé le Comité des efforts en cours à l'appui de son programme de renforcement des capacités destiné au personnel du Gouvernement palestinien, pour l'« aider à mettre en place des institutions plus résilientes et efficaces et à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Déjà riche de deux formations organisées en avril 2017, ce programme comptera deux ateliers supplémentaires, dont l'un est prévu à Genève en septembre. Le second, qui devait se dérouler à New York en septembre, a dû être reporté au mois de novembre, en raison du retard pris pour la délivrance de visas aux candidats à cette formation.

D'autres activités sont également prévues dans le cadre de ce programme comme, par exemple, la deuxième édition d'une formation sur la gestion des conflits relatifs à l'eau, qui devrait avoir lieu en novembre 2017 à Ramallah. Au total, plus de 20 fonctionnaires palestiniens ont été formés jusqu'à présent cette année, a précisé le Président.

En outre, au cours de la période à l'examen, le Président du Comité et l'Observateur permanent de Palestine ont participé à une réunion de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) destinée à aider l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à rétablir son [équilibre financier](#).

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel.**